



ARC-CECCA

EXPERTISE COMPTABLE | AUDIT | CONSEIL
ALLONS PLUS LOIN AVEC LA BONNE STRATEGIE

Arnaud COLLIN
Bruno BONNET
Nicolas GAGNEPAIN
Associés
Experts-Comptables Diplômés
Commissaires aux Comptes Inscrits

Nuno GARCIA
Associé
Juriste en droit social

Emmanuel PRUDON
Expert-Comptable Diplômé

FONDATION « PIERRE BELLON POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN »

Fondation reconnue d'utilité publique

Siège social : 17 Place de la Résistance
92130 ISSY LES MOULINEAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2025

Société par actions simplifiée au capital de 1 277 193,04€ - 400 172 532 R.C.S. Chalon-sur-Saône – Siret 400 172 532 00022 – A.P.E 6920 Z – N° TVA FR 18 400 172 532
Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de la région de Bourgogne Franche-Comté et sur la liste des commissaires aux comptes rattachée à la CRCC de Besançon - Dijon

Siège social : 21 rue Georges Derrien – 71100 Chalon-Sur-Saône - Tél. 03 85 46 96 00 – e-mail : chalon@arc-cecca.fr
BUREAUX : BEAUNE – CHALON-SUR-SAONE – GEVREY-CHAMBERTIN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FONDATION « PIERRE BELLON POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note II de l'annexe qui expose le changement de méthodes comptables relatif à la première année d'application des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Trésorière.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d’erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l’on peut raisonnablement s’attendre à ce qu’elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l’article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relative à l’audit des comptes annuels figure dans l’annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à CHALON SUR SAONE,
Le Commissaire aux Comptes
SAS ARC-CECCA
Nicolas GAGNEPAIN
Commissaire aux Comptes Inscrit

Signé par Nicolas Gagnepain
Le 18 mai 2026



doc_eVgg
tx_aV930l2WgW86

ANNEXE : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)
-------	---	---

	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Frais d'établissement (I)						
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais de développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
. Immobilisations incorpor. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels						
. Immobilisations corpor. en cours, avances et acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations	214 240		214 240	6,71	208 560	6,69
. Créances rattachées à des participations						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres immobilisations financières						
TOTAL (II)	214 240		214 240	6,71	208 560	6,69
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés						
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres créances	43		43	0,00		
Charges constatées d'avance						
Valeurs mobilières de placement	2 597 561		2 597 561	81,32	1 897 561	60,83
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	382 457		382 457	11,97	1 013 367	32,49
TOTAL (III)	2 980 061		2 980 061	93,29	2 910 928	93,31
Frais d'émission des emprunts (IV)						
Primes de remboursement des emprunts (V)						
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	3 194 301		3 194 301	100,00	3 119 488	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires	1 502 000	47,02	2 697 314	86,47
. Fonds propres complémentaires	1 195 314	37,42		
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles	500 000	15,65	500 000	16,03
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau	-242 159	-7,57	-679 455	-21,77
Excédent ou déficit de l'exercice	85 643	2,68	437 296	14,02
Situation nette (sous total)	3 040 798	95,19	2 955 155	94,73
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	3 040 798	95,19	2 955 155	94,73
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
TOTAL (III)				
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Instruments financiers à terme				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 732	0,21	6 535	0,21
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	146 771	4,59	157 798	5,06
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL (IV)	153 503	4,81	164 334	5,27
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 194 301	100,00	3 119 488	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:													
Cotisations													
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens													
- dont ventes de dons en nature													
- Ventes de prestations de services													
- dont parrainages													
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation													
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible													
- Ressources liées à la générosité du public													
- Dons manuels		5 250		0,14						5 250		N/S	
- Mécénats		3 800 000		98,40						3 800 000		N/S	
- Legs, donations et assurances-vie													
- Contributions financières													
Reprises sur amortiss., dépréciat.et provisions						1 169		0,03		-1 169		-100,00	
Produits des cessions d'immobilisations incorpor. et corporelles													
Utilisations des fonds dédiés													
Autres produits						4 005 501		98,28		-4 005 501		-100,00	
Total des produits d'exploitation (I)		3 805 250		98,53		4 006 670		98,31		-201 420		-5,02	
CHARGES D'EXPLOITATION:													
Achats de marchandises													
Variations stocks													
Autres achats et charges externes		250 846		6,50		294 751		7,23		-43 905		-14,89	
Aides financières		3 008 000		77,89		2 834 400		69,54		173 600		6,12	
Impôts, taxes et versements assimilés		24 104		0,62		23 931		0,59		173		0,72	
Salaires et traitements		341 646		8,85		333 744		8,19		7 902		2,37	
Cotisations sociales		151 680		3,93		151 544		3,72		136		0,09	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations													
Dotations aux provisions													
Valeurs comptables des immobilisations incorpor. et corporelles													
Reports en fonds dédiés													
Autres charges		8		0,00		1		0,00		7		700,00	
Total des charges d'exploitation (II)		3 776 283		97,78		3 638 371		89,27		137 912			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		28 967		0,75		368 299		9,04		-339 332		-92,12	
PRODUITS FINANCIERS:													
De participation													
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		56 676		1,47		68 997		1,69		-12 321		-17,85	
Autres intérêts et produits assimilés													
Reprises sur dépréciations et provisions													
Différences positives de change													
Produits des immobilisations financières cédées													
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie													
Total des produits financiers (III)		56 676		1,47		68 997		1,69		-12 321		-17,85	
CHARGES FINANCIERES:													
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions													
Intérêts et charges assimilées													
Différences négatives de change													
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées													

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie						
Total des charges financières (IV)						
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	56 676	1,47	68 997	1,69	-12 321	-17,85
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	85 643	2,22	437 296	10,73	-351 653	-80,41
PRODUITS EXCEPTIONNELS:						
Total des produits exceptionnels (V)						
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Total des charges exceptionnelles (VI)						
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)						
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I + III + V)	3 861 926	100,00	4 075 667	100,00	-213 741	-5,23
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 776 283	97,78	3 638 371	89,27	137 912	3,79
EXCEDENT OU DEFICIT	85 643	2,22	437 296	10,73	-351 653	-80,41

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
TOTAL						
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
TOTAL						

Annexe comptes sociaux

FONDATION PIERRE BELLON

au 31 décembre 2025

PREAMBULE :

OBJET SOCIAL :

La Fondation Pierre Bellon pour le développement humain est une fondation reconnue d'utilité publique qui a pour but d'agir en France et à l'étranger pour le développement humain par l'éducation, la formation et l'insertion des personnes ayant des difficultés, notamment des jeunes. Elle a son siège dans le département des Hauts-de-Seine.

NATURE DES ACTIVITES ET MISSIONS

La Fondation Pierre Bellon est un établissement sans but lucratif et n'exerce pas d'activité commerciale.

Elle soutient financièrement et accompagne dans une logique de progression des organismes d'intérêt général (associations) qui agissent auprès de jeunes personnes en difficulté en France et à l'international avec :

- Une approche globale intégrant les dimensions physiques, émotionnelles, intellectuelles et sociales de chacun
- La prise en compte de leur environnement social comme les familles et les communautés locales
- Une action sur le long terme de la petite enfance à l'âge adulte.

Ses trois principaux axes d'action se focalisent sur :

- « L'alphabétisation » : elle y soutient des initiatives permettant la maîtrise des savoirs de base (la lecture, l'écriture, l'expression orale, le calcul, le numérique), fondement de tout apprentissage tout au long de la vie et l'un des facteurs principaux de développement humain.
- « La réalisation du potentiel » : elle soutient des associations qui aident les jeunes à se connaître, à identifier, à développer et à exprimer leur potentiel,
- Et « Vers la vie au travail » : la fondation, pour préparer les jeunes à entrer dans la vie active, soutient des projets qui les accompagnent dans leur parcours de vie professionnelle (orientation, formation, mise en situation et insertion).

MOYENS MIS EN ŒUVRE

Les moyens d'action de la fondation sont le soutien direct à :

- Des actions de terrain, avec notamment l'attribution de subventions consacrées à des actions d'éducation et de formation pour l'insertion de personnes ayant des difficultés

- Des actions de sensibilisation à sa cause, avec la création d'outils de communication tels que des bulletins, publications, sites Internet ou conférences.
- Des programmes de recherche scientifique appliquée, avec l'attribution de subventions, bourses ou prix à des chercheurs, le soutien de colloques scientifiques.

Au-delà d'un soutien financier, la fondation développe des interactions avec des partenaires en organisant des rencontres et des échanges instaurant des synergies autour de ses axes d'action.

I FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

A. Nouveaux partenariats

En 2025, la Fondation Pierre Bellon a pu développer ses partenariats avec un budget engagé de 3 008 000 € pour 51 partenariats dont :

- 3 renouvellements de partenariats avec les associations Cap International, Enquête et Insite
- 10 nouveaux projets avec les associations Centre Résis, LYSD-Milédou, CitizenCorps, Fusion Jeunesse, La Chance, Le sens de l'école, Evocae, Gol de Ietra, Pas à pas l'Enfant, Ecole de la Générosité
- 4 fins de partenariats avec les associations Sipar, AFPER, Les Concerts de Poche, Witech
- 6 partenariats transversaux avec les associations ScaleChanger, Break Poverty Foundation, Action Tank et Aventure de l'intention, Passerelles & Compétences, Vers le Haut
- 2 nouveaux projets « Coup de cœur » avec les associations Younited et UM Mentor et le renouvellement du soutien aux associations Melting Pot et Les Pilotes
- 24 partenariats en cours

B. Autres faits marquants

Les autres faits marquants de l'exercice 2025 sont les suivants :

- La 9^{ème} édition de la Rencontre des partenaires de la Fondation sur le thème « La confiance au service du développement humain » a eu lieu le 7 octobre 2025 aux Yachts de Paris et a réuni 120 de participants.
- Le lancement de 2 nouveaux cycles de codéveloppement avec un groupe de directeurs et directrices d'associations partenaires de la Fondation et d'un groupe de fundraisers. Le groupe composé de présidents et présidentes d'associations a renouvelé pour un deuxième cycle.
- Le Conseil d'Administration a voté le renouvellement des mandats de Bénédicte Gueugnier en tant que Secrétaire de la Fondation pour une durée de trois ans renouvelables à compter du 4 décembre 2025.

- Sur proposition du Président du comité d'Orientation et après validation par le Conseil d'administration, Christelle Bitouzet est nommée membre du Comité d'Orientation de la Fondation pour une durée d'un an à compter du 4 décembre 2025.

II PRINCIPES, REGLES ET METHODES

Les chiffres de l'annexe sont exprimés en euros.

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2022-06 de l'ANC relatif au plan comptable général et du règlement 2023-03 de l'ANC relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Première application des règlements ANC 2022-06 et 2023-03 : Ces règlements, relatifs à la modernisation des états financiers, sont applicables de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025. Cette première application constitue un changement de réglementation comptable.

Les dispositions de ces règlements s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Les principales modifications concernent :

- La suppression de la technique des transferts de charges au profit d'une comptabilisation en autres produits ou en diminution des frais de personnel selon la nature de l'opération.
- Une nouvelle définition du résultat exceptionnel le limitant à des événements majeurs et inhabituels ;
- De nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat.

Ces changements de méthodes n'ont pas d'impact significatif sur les comptes de la Fondation.

Rémunérations des dirigeants :

La Présidente ainsi que les autres membres du conseil d'administration ne perçoivent pas de rémunération.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

III ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

DETTES		Montants	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans
	Fournisseurs et comptes rattachés	6 732	6 732	
	Dettes fiscales et sociales	146 771	146 771	
TOTAL DES DETTES		153 503	153 503	

IV CHARGES A PAYER

CAP Factures non parvenues	4 350
CAP Congés payés	40 230
CAP Charges sociales sur CP	21 929
TOTAL	66 509

V TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Au 31 Décembre 2025, les fonds associatifs de la Fondation s'élevaient à 3 040 798 Euros constitués notamment :

- Par l'apport des biens de l'Association Pierre Bellon pour un montant de 1 195 314 Euros
- Par un apport en dotation de la société Bellon SA, de Pierre Bellon et de Bernard Bellon pour un montant de 1 502 000 Euros
- Par un apport en réserve de la société Bellon SA de 500 000 Euros
- Par un report à nouveau de – 242 159 Euros et
- Par un résultat de 85 643 Euros

FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	2 697 314				2 697 314
Réserves	500 000				500 000
Report à nouveau	- 679 455	437 296			- 242 159
Excédent ou déficit de l'exercice	437 296	437 296	85 643		85 643
TOTAL	2 955 155	0	85 643	0	3 040 798

VI SUBVENTION RECUE

La Fondation a été financée :

- Par la dotation annuelle que lui a versée la société BELLON SA d'un montant de 3 800 000 Euros conformément aux statuts de cette dernière.
- Par des dons individuels pour un montant de 5 250 Euros.

VII CONVENTIONS DE PARTENARIAT

Nom des associations	Décaissement 2025	Engagement 2026	Engagement 2027
Ateliers Amasco	80 000 €	50 000 €	
UM Mentor	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Younited	17 000 €	17 000 €	20 000 €
Wake Up Café	90 000 €	80 000 €	
Scalechanger	5 000 €		
Réseau ETRE	110 000 €	120 000 €	
Centre Résis	100 000 €		
Enquête	110 000 €	100 000 €	90 000 €
Fusion Jeunesse	81 000 €	102 000 €	117 000 €
Futur au Présent	50 000 €		
Action Tank	30 000 €		
Friends International	135 000 €		
Colibri	120 000 €		
Trouve ta voix	70 000 €	70 000 €	
Ensemble Pour la Petite Enfance	90 000 €		
Citizen Corps	100 000 €	110 000 €	120 000 €
La chance	100 000 €	110 000 €	120 000 €
Le sens de l'école	100 000 €	110 000 €	120 000 €
Evocae	90 000 €	100 000 €	110 000 €
Melting Pot	30 000 €	30 000 €	
Les Pilotes	25 000 €	25 000 €	
Break Poverty Foundation	20 000 €		
Telemaque	62 000 €	92 000 €	
ESSOR	60 000 €	50 000 €	
Rebonds !	80 000 €		
Aventure de l'intention (Osons Ici et Maintenant)	20 000 €	30 000 €	30 000 €
FNEPE (Fédération nationale des Écoles des Parents et des Éducateurs)	100 000 €		
Association LYSD (Milédou)	63 000 €	71 500 €	92 500 €
Ecole de la générosité	100 000 €	110 000 €	120 000 €
CAP International	160 000 €	150 000 €	140 000 €
Génération Mada	100 000 €	80 000 €	
Passerelles Numériques	70 000 €		
Enactus	80 000 €	40 000 €	
Apprentis Auteuil	100 000 €		
Scholavie	70 000 €		
Afuté	100 000 €	100 000 €	
Gol de Letra	100 000 €	140 000 €	140 000 €
Pas à pas l'enfant	85 000 €	105 000 €	130 000 €
Insite	90 000 €	110 000 €	
TOTAL	3 008 000 €	2 117 500 €	1 364 500 €

Méthode de comptabilisation des aides financières : les aides financières sont comptabilisées en date du fait générateur de l'engagement. Concernant les partenariats pluriannuels, le fait générateur de la première année de partenariat est constitué de la date de signature de la convention. Pour les années suivantes, le fait générateur est la date de renouvellement qui, conformément à la rédaction des conventions, est la date anniversaire de signature de la convention.

VIII EFFECTIF DE L'ENTREPRISE

Au 31 décembre 2025, l'effectif se composait de 5 cadres.

IX ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraite ne font pas l'objet d'une comptabilisation en provision.

Au 31/12/2025, l'engagement est évalué à 33 700 € compte tenu des hypothèses suivantes :

- Convention collective : Acteurs du lien social et familial
- Taux d'actualisation : 3,60%
- Taux de charges social : 50%
- Evolution des salaires : 1,5%
- Table de mortalité : INSEE 2024
- Turn over moyen
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Départ volontaire